
De la résistance à la Révolution

RéSISTANCES



Avril 2010. Edité par le Comité NPA d'Anglet N°5



SOMMAIRE

page 1: toutes et tous grecs !
page 2 : après le 23 mars...
page 3 : régionales
et votations citoyennes
page 4 : dans les entreprises
page 5 : quelle crise ?
page 6 : la vérité sur Jon Anza ?
page 7 : Manouchian,
logement social

Toutes et tous grecs !

En moins d'un mois la classe ouvrière a organisé en Grèce deux grèves générales contre le plan d'austérité que veut lui imposer le gouvernement et qui est une véritable déclaration de guerre aux classes populaires. Il prévoit notamment une augmentation de la TVA, une réduction des salaires des fonctionnaires, une augmentation des taxes sur les carburants, une hausse des prix sur les cigarettes et l'alcool, le gel des retraites etc.

Officiellement il s'agit de diminuer le déficit public. Et pour ce faire le gouvernement d'Athènes ne connaît qu'une seule recette : puiser dans le porte-monnaie et les poches des plus modestes. Par contre sont quasiment épargnés les patrons qui au cours des années ont bénéficié de niches fiscales (légales ou non) pour dissimuler leurs profits mais aussi d'importantes aides financières publiques . Et il ne faut pas oublier tous ceux qui sont directement responsables de la situation financière catastrophique de l'État grec : les grandes institutions bancaires (comme le Crédit Agricole en France) qui détiennent l'essentiel de la dette grecque et s'engraissent sur ses intérêts, les fonds d'investissements, les organismes qui contrôlent les marchés obligataires etc. En un mot les spéculateurs de tous poils que les dirigeants de la Planète, réunis en avril 2009 dans le cadre du G20, avaient pourtant promis de mettre au pas... et qui ne se sont jamais aussi bien portés!

En octobre 2009, dans l'espoir de se protéger des effets de la crise économique mondiale, les Grecs avaient porté au gouvernement le parti socialiste Pasok de Georges Papandréou, le même qui aujourd'hui veut leur faire payer les pots cassés. Donc, après avoir "battu la droite dans les urnes", la classe ouvrière grecque s'aperçoit aujourd'hui que la gauche est tout aussi capable de faire le sale boulot à sa place. Une leçon à ne pas oublier ! ✪

http://comite-anglet-npa.blogspot.com
contact: capnpa@orange .fr /06 11 52 01 75

Journée d'action intersyndicale
Le 23 Mars...un début !

Edito

Les confédérations syndicales ont été les premières surprises du succès de la journée de mobilisation du 23 Mars (800 000 manifestant(e)s dans l'Hexagone, 5 000 à Bayonne), d'autant plus que leur appel manquait clairement de combativité. Et, une fois encore, elles n'avançaient ni revendications précises, ni perspectives de luttes pour la suite ; une fois de plus, il n'y a même pas eu d'assemblée générale interprofessionnelle à Bayonne pour se rencontrer, confronter les situations, débattre et voir comment poursuivre.

Ce 23 mars a cependant permis que s'exprime le ras-le-bol contre les licenciements, les suppressions de poste, les salaires de misère, les attaques permanentes du patronat et du gouvernement ; fédérant les nombreuses manifestations et grèves de ces dernières semaines, cette journée a posé de fait le problème et la nécessité du « Toutes et tous ensemble ».

« Salariés en colère » disait la banderole des Salines dont la fermeture est annoncée avant la fin de l'année. Les travailleurs de Celsa France (Aciérie de l'Atlantique) au Boucau sont eux mobilisés pour les salaires et contre le chômage partiel. Et les Sagem de Mouguerre refusent la suppression de 140 emplois, la moitié des effectifs !

Mais ce n'est pas qu'au Pays Basque que les travailleurs résistent. Ils se battent aussi pour l'emploi chez Total, Philips Dreux, Freescale, Teleperformance, leader mondial des centres d'appel (ainsi à Pantin, une centaine de techniciens sont retranchés depuis neuf mois sur un étage d'un immeuble de bureaux, refusant la fermeture du site)... pour les salaires à la Snecma, chez Renault, Thalès...

Le monde du travail refuse de payer les effets de la crise. C'est vrai dans le privé, mais également dans le secteur public. Le gouvernement ne peut à la fois subventionner les entreprises capitalistes et maintenir, encore moins améliorer, le service public. Son choix a été sans faille : il poursuit et accentue le démantèlement déjà initié par ses prédécesseurs. Mais les résistances sont fortes. Grèves et manifestations se succèdent dans l'Éducation nationale, chez les magistrats et les personnels pénitentiaires, les éboueurs, les personnels des CAF, du Pôle Emploi, de la Poste, de la Santé et ceux de la petite enfance avec le collectif "Pas de bébé à la consigne" (300 salarié(e)s des crèches dans les rues de Bayonne, du jamais vu), dans les transports... Les hôpitaux sont sous pression, particulièrement ceux de l'AP-HP(Assistance publique - Hôpitaux de Paris), dont dépend l'Hôpital Marin d'Hendaye, qui luttent contre les restructurations en cours entraînant suppressions de postes et fermetures de service ; les hospitaliers n'hésitent pas à occuper le siège national, ou, comme à Draveil (Essonne) ou Evry (Val de Marne), à séquestrer les directeurs, forme d'action qui se répand (cheminots de Somain-Nord, nombreuses entreprises privées).



Aujourd'hui, Sarkozy prétend «*garder le cap*» c'est à dire poursuivre ce qu'il appelle les «*réformes*» (de fait autant d'attaques contre nos conditions de travail et de vie) et vise maintenant nos retraites. Et ce n'est pas du côté des dirigeants syndicaux ni de la gauche «solidaire» qu'il y a volonté de riposte. Bernard Thibault, quant à lui, espère l'organisation d'un sommet social, attendant d'être «*convoqué*» par le Président de la République ; comme s'il y avait quelque chose à attendre de ces rencontres qui ne servent qu'à faire avaliser les prétendues réformes !

Après le 23 Mars, ce qui est à l'ordre du jour, c'est la coordination et l'extension des luttes existantes, la préparation d'une grève générale pour imposer : l'interdiction des licenciements et des suppressions de poste ; le SMIC à 1500 euros nets, 300 euros d'augmentation pour les salaires, pensions et minima sociaux ; le refus de tout recul supplémentaire sur les retraites, le retour aux 37,5 annuités pour tous(tes) et l'abrogation de toutes les mesures prises depuis 1993.

C'est d'en bas que pourront venir convergence et développement des luttes. En Seine Saint-Denis, les enseignants les plus combatifs pratiquent la « grève marchante », rendant visite aux établissements moins mobilisés. C'est une des voies à suivre pour accroître la mobilisation, pour multiplier les étincelles qui peuvent conduire à l'explosion sociale, seul moyen pour faire reculer patronat et gouvernement.✪



Élections régionales

Une victoire de la gauche... qui ne règle rien



"J'ai entendu le message des électeurs mais je ne changerai rien à ma politique". Tel a été, en substance, le message adressé au pays par Nicolas Sarkozy au lendemain de la lourde défaite de son camp aux élections régionales. Une défaite sans précédent pour la droite depuis la fondation de la 5ème République en 1958 puisqu'au second tour elle ne totalise qu'un peu plus de 35% des suffrages exprimés. Le président de la République a certes reçu une gifle mais cette dernière l'a chagriné, contrarié mais certainement pas assommé. Il a réagi en caressant sa majorité réactionnaire dans le sens du poil en abandonnant la fameuse taxe carbone - qui devait être une mesure phare de son Grenelle de l'Environnement - et en virant Xavier Darcos du gouvernement. Mais il l'a dit et répété : la réforme des retraites - la prochaine attaque contre le régime de protection sociale - est toujours d'actualité et il compte bien la boucler avant la fin de cette année. Face à cela que va faire la gauche de son "succès historique" dans les urnes, de ses 54 % des voix, de ses 21 Régions sur 22 remportées en Métropole ? Sans doute rien. Ses différentes composantes semblent surtout préoccupées de discuter du meilleur moyen... de préparer la prochaine élection présidentielle de 2012. La "Gauche solidaire" (qui devrait regrouper le Parti Socialiste, Europe Écologie et le Front de Gauche - les modestes prétentions contestataires de ce dernier s'étant évanouies dès le soir du premier tour et le début des négociations avec le P.S.) va probablement succéder à la l'"Union de la gauche" et à la "Gauche plurielle" mais avec les mêmes objectifs : demander à toutes celles et à tous ceux qui souffrent de la crise - chômeurs, précaires, retraités, bas salaires etc. - d'attendre sagement les prochaines échéances électorales. Il y a donc fort à parier que cette victoire électorale ne protégera pas plus la population laborieuse des attaques du gouvernement et du patronat que ne l'avait fait la précédente victoire de 2004.

Mais, dans le monde du travail , beaucoup ne croient plus que la seule solution soit dans les urnes. L'abstention massive - qui a touché un électeur sur deux mais qui, dans les quartiers populaires et les banlieues ouvrières a concerné jusqu'à 80 % de la population en âge de voter - a été un signe qu'un nombre croissant d'électeurs et d'électrices ne font plus confiance à la classe politique. En s'abstenant ils ont non seulement montré leur mépris de Sarkozy et de son gouvernement mais aussi leur méfiance vis à vis de la gauche électoraliste qui tant de fois dans le passé les a trompés.

C'est bien pourquoi ces élections ne vont rien régler. Et plus que jamais il est nécessaire que l'autre gauche que nous voulons incarner - la gauche anticapitaliste et révolutionnaire, l'extrême gauche - sans se décourager des modestes résultats obtenus dans les urnes (3,5 % au total en additionnant les voix du NPA et celles de LO) continue de faire entendre sa voix en donnant ou redonnant confiance à toutes celles et à toux ceux qui ne veulent pas subir sans réagir les attaques de Sarkozy et du MEDEF et qui savent que la seule vraie victoire sera celle qu'ils obtiendront par leurs luttes dans les bureaux, les usines, les chantiers, les quartiers populaires et dans la rue. ✪

LGV et Collectivité Pays Basque
Deux votations citoyennes

A l'occasion de ces élections régionales, d'une part les opposants à la Ligne à Grande Vitesse (LGV) et, d'autre part, les partisans d'une "Collectivité territoriale Pays Basque" organisaient des "votations citoyennes" à la sortie de certains bureaux de vote malgré l'opposition du Préfet des Pyrénées Atlantiques mais aussi celle de... Jean Espilondo, le maire "socialiste" d'Anglet. En ce qui concerne la LGV la consultation s'est déroulée dans les communes directement concernées par le passage de la ligne ferroviaire nouvelle à savoir, en Pays Basque, Biriatou, Urrugne, Ascain, Saint-Pée-sur-Nivelle, Ahetze, Arbonne, Arcangues, Bassussary et, dans le sud des Landes, Saint-Martin-de-Seignanx. Au total sur 24 571 inscrits, 9775 personnes ont participé au vote (39,78 %) et 8703 (90,11 %) se sont déclarées hostiles à la LGV. Pour ce qui est de la consultation sur la "Collectivité territoriale Pays Basque", organisée par la plate-forme Batera, des bureaux de vote avaient été mis en place dans 122 des 159 communes du Pays Basque, représentant 193 000 électeurs. 34610 personnes (soit près de 18 %) ont voté, le "oui" l'emportant avec 78 % des suffrages. Et, au delà même des résultats, ces deux consultations ont montré que lorsqu'on les interroge (même en dehors du cadre institutionnel) nombre de personnes sont prêtes à faire entendre leur voix sur des problèmes qui les concernent. ✪



La Poste Anglet
Un service public très peu garanti

Toute l'année 2008/2009 les postiers d'Anglet ont tiré la sonnette d'alarme, mais les embauches ne sont toujours pas là et le remplacement des personnels absents n'est pas assuré. La restructuration des tournées accroît leurs charges de travail. Pourtant la loi portant transformation de La Poste en société anonyme était supposée « garantir le service public ». Et bien ce n'est pas gagné ! Un exemple parmi d'autres : durant les dernières élections régionales 3 000 plis (professions de foi) sur 27 000 sont restés en souffrance. Pourquoi ? Parce que l'on ne s'improvise pas postier et plutôt que d'accepter de verser une compensation financière au personnel pour le surcroît de travail, la direction de La Poste a préféré envoyer d'autres salariés au feu, des C.D.D. sans formation à la distribution nominative. Si les demandes des salariés de La Poste avaient été entendues par toutes les strates des élus, nous n'en serions certainement pas là. ✪

Sagem Mouguerre
La C.G.T. espère… faute de mieux

La C.G.T. vient de lancer une grande offensive en direction de l'État pour que ce dernier, actionnaire principal d'EDF, fasse pression sur cette dernière afin qu'une partie des 30 millions de compteurs électriques nouvelle génération Linky, qui doivent être installés dans les prochaines années dans tous les logements de France et qui sont commandés et consultables à distance, soient fabriqués à Mouguerre. A l'heure actuelle l'usine, qui emploie 300 personnes et qui a perdu la moitié de ses effectifs depuis 2005, ne travaille plus que sur une ligne de décodeurs dont la pérennité est prolongée tous les trois mois. Tout le reste de la production (modems, Livebox, décodeurs) a, au cours des années, été délocalisé en Chine et en Tunisie. La C.G.T. a donc mobilisé ses branches "énergie" et "métallurgie" pour lancer une offensive surtout médiatique et de lobbying à l'égard tant de l'État et de la direction de la SAGEM, offensive qu'elle espère efficace. Nul ne peut savoir si une telle action sera couronnée de succès. On peut cependant en douter d'autant plus que 4 000 des 20 000 mètres carrés de l'usine de Mouguerre ont d'ores et déjà été libérés pour accueillir d'éventuelles nouvelles activités d'autres entreprises. En fait des situations comme celles de la SAGEM Mouguerre se multiplient partout en France. Mais, isolés les uns des autres, les travailleurs se sentent impuissants. C'est bel et bien un mouvement d'ensemble qu'il faudrait pour avoir l'espoir de faire reculer et l'État et les patrons dans ce type de dossiers. Organiser un tel mouvement les grandes organisations syndicales en auraient les moyens. Mais ce qui leur manque, c'est la volonté ! ✪



Aciérie de l'Atlantique au Boucau
Chômage partiel avant chômage tout court ?

La direction de l'Aciérie de l'Atlantique (ADA), propriété du groupe catalan CELSA, a finalement officialisé dans un communiqué de presse le fait qu'au cours des trois prochains mois elle allait mettre en chômage technique l'ensemble de ses 250 salariés, à l'exception semble-t-il des cadres. Les ouvriers et les administratifs chômeront donc, selon leur catégorie, 3, 4 ou 6 jours par mois. Seul engagement de la direction : elle maintiendra "l'emploi de tous les salariés affectés par la réduction d'activité pendant six mois". Et après ? Aucun engagement de sa part. Là encore la crise a bon dos. ADA, qui est une des unités les plus modernes et les performantes du groupe CELSA, a accumulé les bénéfices au cours de ces dernières années. Mais une bonne partie a été siphonnée par la maison mère par le biais de prestations diverses lourdement facturées à la filiale française. Une technique vieille comme le monde capitaliste..✪

Dassault Biarritz
Les actionnaires empochent, les salariés chôment

Charles Edelstenne, le PDG de Dassault, vient de rendre publics les comptes de l'entreprise. En 2009 l'avionneur a réalisé un bénéfice de 257 millions d'euros. Sur cette somme quelque 89 millions vont aller, sous forme de dividendes, dans les poches de la famille du fondateur et à EADS. Quant au personnel, on lui promet la poursuite du chômage technique au moins jusqu'en juin prochain. Preuve que face à la crise mieux vaut être actionnaires que simples salariés. ✪



La crise ? Peut-être, mais... pas pour tout le monde !

Les entreprises du CAC 40 (les quarante les plus importantes en France par la taille du capital) traversent la crise sans trop souffrir, c'est le moins qu'on puisse dire. Certes, en 2009, leurs profits ont subi 20 % de pertes par rapport à 2008 ; certes, ils sont la moitié de ceux de 2007 qui est l'année record souvent prise comme référence; mais leur montant est tout de même de 47,3 milliards d'euros.

Ce sont les banques et les compagnies d'assurances qui tirent le mieux leur épingle du jeu en multipliant leurs bénéfices par quatre ; vu les quantités d'argent public qui leur ont été injectées, on ne s'en étonnera pas. Elles ont pu se refaire une santé à bon compte. Les résultats concernant les bénéfices nets en 2009, dans le cadre d'un solde positif pour 34 de ces 40 entreprises, sont sans appel : 8,5 milliards d'euros pour Sanofi Aventis ; 8,4 pour Total ; 5,8 pour la BNP Paribas ; 4,5 pour GDF Suez ; 1,6 pour Vinci ; 1,3 pour Bouygues…



Il y a cependant des firmes en déficit sur 2009, mais ces pertes sont en général largement compensées par d'importants gains antérieurs. Ainsi Renault affiche 3,1 milliards de pertes en 2009 ; mais il faut mettre ce chiffre en regard des 21 milliards d'euros de bénéfices réalisés sur la période 2000-2008. Et pour 2010, l'optimisme est bien là puisque les analystes financiers envisagent une forte augmentation des bénéfices, de plus de 60%. Cette « bonne performance » des grands groupes s'est faite sur le dos des travailleurs. En effet, 2009 est aussi l'année d'un triste record puisque 322 000 emplois ont été perdus, les pires chiffres depuis l'après guerre. Cela concerne la quasi totalité des branches industrielles, à l'exception de l'énergie et du traitement des eaux.

Pour baisser les coûts, les grands patrons n'ont pas lésiné à réduire les effectifs, ce qu'ils appellent «restructurer». Ce n'est pas la production qui a diminué, mais l'emploi, l'objectif des trusts étant de réduire le nombre de salariés tout en continuant à produire autant ou plus. De son côté, le gouvernement supprime également des postes de façon drastique, planifie le non remplacement d'un fonctionnaire sur deux partant à la retraite. En conséquence, le chômage dépasse les 10 %, chiffre officiel, tandis que la précarité augmente. Et les prévisions pour 2010 sont sombres en matière d'emploi. Car si les profits restent importants malgré la crise, ce sont les actionnaires qu'ils continuent à enrichir tandis que les travailleurs se serrent de plus en plus la ceinture.

A quelques exceptions près, les dividendes versés en 2010 au titre de l'année 2009 ne diminuent pas, voire augmentent ; il ne faudrait pas, disent les dirigeants du patronat pour se justifier, que les actionnaires partent voir ailleurs. Et c'est ainsi par exemple que France Telecom versera les mêmes dividendes malgré un résultat en baisse de 26%. De la même façon, les traders des banques françaises recevront près de 2 milliards de bonus, à peine 15 % de moins qu'en 2007. La richesse des uns vient de la pauvreté et de la misère des autres. D'après l'Observatoire de la pauvreté, il y a aujourd'hui 8 millions de personnes vivant au-dessous du seuil de pauvreté (revenus inférieurs à 908 euros par mois), avec parmi elles de plus en plus de travailleurs à temps partiels. Mais il faudra bien, comme dit la chanson populaire espagnole, *«que la tortilla se vuelva»* (que l'omelette se retourne). Il faudra bien faire payer les capitalistes, et, pour commencer, imposer par nos luttes l'interdiction des licenciements et le partage du travail entre tous sans diminution de salaire. ✪

Humeur

Les restaurateurs jamais rassasiés !



Les restaurateurs, non contents d'avoir obtenu une TVA à 5.5%, sans contrepartie *(car bien qu'ils s'y étaient engagés, ils n'ont ni baissé leurs tarifs, ni embauché), viennent de plus d'obtenir du Gouvernement une restriction de l'utilisation des titres restaurants dans la grande distribution. En effet ça râlait au sein de leur confrérie car 19 % des titres utilisés jusqu'alors l'étaient dans les hyper, supermarchés et magasins d'alimentation qui les acceptaient pour l'achat de diverses denrées alimentaires. Mais c'était beaucoup trop de manque à gagner pour ces affamés du profit. Maintenant ne pourront être achetés avec ces titres que des sandwichs, salades, plats cuisinés directement consommables, frais ou en conserves, sachant que ceux-ci sont très souvent bourrés de graisses et de sel. Cela est en totale contradiction avec la loi hôpital Bachelot qui inclut l'utilisation des titres pour l'achat des fruits et légumes directement consommables sans transformation afin de lutter contre l'obésité. Complément de salaire, non négligeable, non imposable et non soumis à cotisations (contrairement à la prime de panier), payé par moitié par les salariés dans la majorité des cas, le but du titre restaurant est de permettre à tous les salariés de prendre un repas durant la pause déjeuner et non de leur imposer d'aller au restaurant où le prix des menus dépasse largement la valeur d'un titre. Gageons que nombre de salariés préféreront, en cette période de crise, cesser d'en bénéficier plutôt que d'aller engraisser les professionnels de la restauration toujours prêts à se gaver avec l'argent des travailleurs.* ✪



La vérité pour Jon Anza

Jon Anza, le militant d'ETA disparu le 18 avril 2009, a été retrouvé à la morgue de l' hôpital Purpan de Toulouse début mars. C'est 11 jours après son arrivée dans la Ville Rose que les pompiers le ramassent dans le coma, sur un banc près du centre ville. Une main courante est alors déposée au commissariat de Toulouse le 29 avril et le 4 mai l'hôpital alerte le Parquet de la découverte d'un homme non identifié dans son service de réanimation. Il mourra le 11 mai. Le Parquet demande au commissariat de mener une enquête, qui n'est pas suivie d'effet. La procureure de Bayonne, sur l'insistance de la famille, adresse dès le 20 mai une circulaire de demande d'information aux hôpitaux comme aux commissariats. Sans résultat. Malgré toutes ces démarches administratives, aucune nouvelle ne remonte sur la disparition de Jon Anza. Problèmes de communication entre ces services ? La question reste entière.

Mais ce ne sont pas les seuls faits troublants liés à cette disparition. Il semblerait que dans la même période des armes de poing appartenant à deux gardes civils espagnols aient été retrouvées dans un hôtel toulousain, sans que l'on puisse expliquer cette "négligence" de la part de leurs détenteurs et surtout ce que ces derniers faisaient sur place. On est en droit de s'interroger sur le temps passé par le corps de Jon Anza à la morgue de l'hôpital Purpan. Il semble en effet assez rare qu'un corps trouvé sur la voie publique et sans identité y séjourne pratiquement huit mois.

Face à ces séries de questions la procureure de Bayonne a nommé un juge d'instruction du Tribunal de Grande Instance de Toulouse afin de poursuivre l'enquête. Dans la semaine du 22 mars le réseau intranet de l'hôpital Purpan annonçait que Jon Anza était décédé suite à un oedème pulmonaire. Les résultats de l'autopsie n'étant pas alors arrivés à la famille, l'information reste à vérifier. L'enquête en cours devra répondre à de nombreuses questions et en particulier expliquer ce qu'il est advenu de Jon Anza pendant les 11 jours qui séparent son arrivée à Toulouse et la découverte de son corps agonisant dans le centre ville. Cette disparition d'un militant aguerri reste très suspecte et laisse imaginer le pire.

C'est maintenant aux gouvernements français et espagnol de faire toute la lumière sur ce qui pourrait bien être un "crime". Le comité NPA d'Anglet est solidaire des démarches entamées par sa famille et ses camarades pour que la vérité sur les causes et les responsabilités de la mort de Jon Anza soit connue et rendue publique.



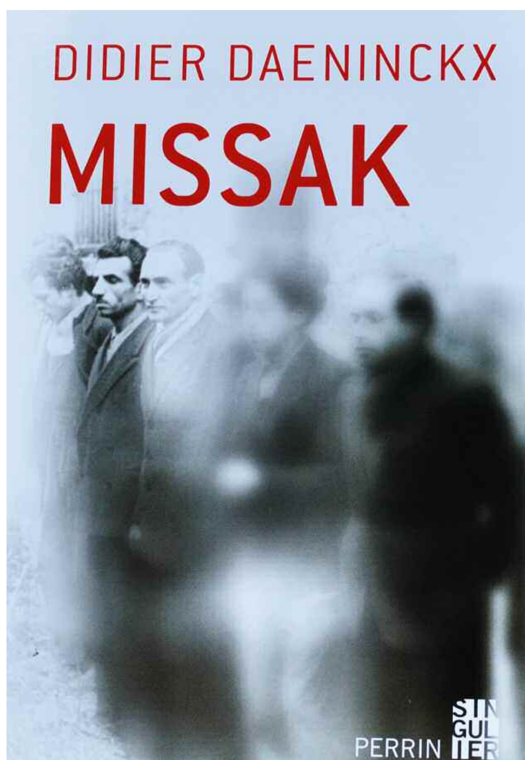
Soyons nombreux à la manifestation appelée par le collectif Jon Anza sur le mot d'ordre *"Qu'avez-vous fait de Jon - Nous voulons la vérité"*, le samedi 17 avril à Saint-Jean-de-Luz où réside Michèle Alliot Marie, qui était ministre de l'intérieur lorsque Jon a disparu. ✪

Lycéens de Tyrosse
Une inadmissible répression !

Deux élèves du lycée de Saint-Vincent-de-Tyrosse sont passés devant le tribunal correctionnel de Dax le 11 mars et ont été condamnés à 40h de travaux d'intérêt général pour *« dégradation grave d'un établissement »*. En décembre dernier, pendant le mouvement des lycées contre la réforme Chatel, six jeunes avaient bloqué les portails de l'établissement landais…en cimentant les serrures, pratique courante pour empêcher l'entrée dans les lycées.
A Tyrosse, malgré le soutien d'enseignants, de parents, d'élus, révoltés par la « judiciarisation » de cette affaire et une *« procédure parfaitement disproportionnée »*, cela a valu aux six lycéens, qui avaient subi une garde à vue de 12 heures au moment des faits, d'être condamnés (pour les deux majeurs) et présentés devant le juge des enfants (pour les quatre mineurs).
Une proviseur de choc, probablement conseillée par le rectorat et le ministère, un substitut du procureur et une juge droits dans leurs bottes…les ingrédients étaient là pour faire un exemple, dans le cadre de la politique sécuritaire à la Sarkozy. *« Lamentable »* comme disaient des enseignants à l'issue de l'audience…mais cela n'empêchera pas, bien au contraire, les prochaines mobilisations ! ✪

Livre : *"Missak"* de Didier Daeninckx, édition Perrin

Didier Daeninckx consacre un roman au communiste arménien Missak (Michel) Manouchian. Membre du PC dans les années trente, il est d'abord responsable en Région parisienne de la MOI (Main d'oeuvre immigrée), structure qui regroupait les militants d'origine étrangère. Engagé dans la Résistance en France lors de la 2ème Guerre Mondiale, responsable militaire des Francs Tireurs et Partisans (FTP-MOI), il sera exécuté par les Allemands le 21 février 1944 à l'âge de 38 ans, en même temps que 22 de ses camarades espagnols, roumains, hongrois, polonais, italiens et juifs apatrides (1).



Le roman, à travers la quête de la vérité par un jeune communiste, journaliste à l'Humanité, pose des questions sur le rôle des dirigeants du Parti Communiste Français dans la fin tragique du réseau de résistants immigrés commandé par Manouchian. Le parti pris du livre va dans le sens d'invalider la théorie selon laquelle la direction du PC aurait trahi le réseau Manouchian.

Dans les pas du jeune journaliste enquêteur nous rencontrons Jacques Duclos, Louis Aragon, Henri Krasucki. Nous découvrons un Manouchian poète, amoureux, qui écrit une lettre deux heures avant de mourir, pleine d'espoir pour ceux et celles qu'il aime. Nous faisons aussi la connaissance d'un militant trotskyste, Armenak Manoukian, mort aux côtés de Manouchian. L'enquête se passe en 1955, dans un Paris inondé de pluies diluviennes. L'écriture de Daeninckx nous entraîne dans des rues mouillées livrées au vent glacé, dans des bistrots enfumés, mais aussi au siège imposant du PC stalinien. Et, au delà de la responsabilité réelle ou supposée de la direction du PC dans l'élimination du groupe Manouchian, par ce livre Daeninckx veut avant tout réhabiliter la mémoire d'une population immigrée engagée dans la Résistance. ✪

(1) en 1955 Louis Aragon leur consacrera un poème mis en musique quatre ans plus tard par Léo Ferré sous le titre de "L'Affiche Rouge".

Logement social

Une privatisation rampante



Dans le cadre de la loi Boutin ou Molle d'avril 2009 portant sur le parc social immobilier, les bailleurs sociaux se trouvent dans l'obligation de mettre en place pour fin 2010 un bouleversement profond pour les locataires des HLM . La loi repose sur la mise en place d'une Convention d'Utilité Sociale (C.U.S.) par les organismes bailleurs. Dans le cas de non-respect des dates butoirs (30 juin 2010 pour les projets et fin 2010 pour l'application de la loi) l'État prévoit des sanctions. Donc, il faut aller vite et le risque existe que tous les paramètres de la Convention ne soient pas garantis. Cette Convention prévoit une notation du patrimoine (A.B.C.D.) sur la base de critères (leur qualité, leur entretien, leur positionnement géographique, les différents services qui les entourent...). Cela va donc entraîner, à plus ou moins long terme, une augmentation substantielle des loyers selon la note accordée aux logements. Mais, plus grave encore, cette Convention peut provoquer une concentration de zones « ciblées ». Ainsi certaines (celles dont les critères seront les moins attractifs) peuvent se retrouver réservées aux plus pauvres. Nous sommes donc davantage dans la ghettoïsation que dans la mixité sociale. C'est pourquoi nous disons NON à la « privatisation » du logement social. ✪